



**REPUBLIQUE FRANCAISE**

*Liberté - Egalité – Fraternité*

Département de l'Hérault

Commune de BAILLARGUES

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**

**N° DLM2018-43 - Séance du 22 mai 2018**

**ACTES**

**4. Fonction publique**

**4.1 Personnels titulaires et statigiaires de la F.P.T**

Nombre des membres			Vote	
Membres en exercice	Présents	Qui a pris part aux votes	Pour	
28	24	25	Contre	
			A l'unanimité	x

L'an 2018, le 22 mai à 20 heures, le conseil municipal de la commune de BAILLARGUES s'est réuni à la salle Jean Jaurès, sous la présidence de Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER, Mairet, en session ordinaire. Les convocations individuelles et l'ordre du jour ont été transmis par écrit aux membres du conseil municipal le 16 mai 2018. La convocation et l'ordre du jour ont été affichés à la porte de la mairie le 16 mai 2018.

**Etaient présents :** Jean-Luc MEISSONNIER – Alain SOULIER – Béatrice BASSO – Sandrine GAUTIER – Christophe KASZUBA – Séverine MONIN – Carole CONTENSEAU – David RIBEIRO – Elisabeth MAZOLLIER – Régine SUAY – Marie-Thérèse AMALVY – François RODENAS – Patricia VANGREVELYNGHE – Philippe MARTY – Aline DESTAILLATS – Mickaël MARTINEZ – Mélissa JODAR – Jean-Luc DE LA CLERGERIE – Ludovic DUCAMP – Damien CORDEAU – Stéphane VIDAL – Sylvain FOUREL – Anna RAMORA – Yves MICHEL

**Pouvoirs de :** Olivier DURIX (pouvoir à Alain SOULIER)

**Absents:** Morgan SIMAR – Fabien PEETERS – Thierry PERRIER

**Secrétaire de séance :** Ludovic DUCAMP

**N° DLM2018-43 – RESSOURCES HUMAINES : ÉLECTIONS PROFESSIONNELLES :  
FIXATION DU NOMBRE DE REPRÉSENTANTS DU PERSONNEL AU COMITÉ  
D'HYGIÈNE, DE SÉCURITÉ ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL PLACE AUPRÈS DE LA  
VILLE DE BAILLARGUES ET DÉCISION DU RECUEIL DE L'AVIS DES  
REPRÉSENTANTS DE LA COLLECTIVITÉ**

Monsieur Alain SOULIER, Adjoint au Maire délégué aux relations usagers, aux finances, à la commande publique, au personnel, au social et aux commémorations rapporte que la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et notamment ses articles 32 et 33-1,

**Vu** le décret n°85-565 du 30 mai 1985 relatif aux Comités Techniques des collectivités territoriales et de leurs établissements publics,

**Vu** le décret n°85-603 du 10 juin 1985 relatif à l'hygiène et à la sécurité au travail ainsi qu'à la médecine préventive dans la fonction publique territoriale,

**Considérant** la consultation des organisations syndicales,

**Considérant** que l'effectif apprécié au 1er janvier 2018 servant à déterminer le nombre de représentants titulaires du personnel est de 166 agents,

Il est proposé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- **FIXER** à 4, le nombre de représentants titulaires du personnel et à 4 le nombre de représentants suppléants,
- **INSTITUER** le paritarisme numérique en fixant un nombre de représentants de la collectivité égal à celui des représentants du personnel titulaires et suppléants
- **DÉCIDER** le recueil, par le Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail, de l'avis des représentants de la collectivité en relevant.

Le Conseil Municipal ouï l'exposé de Monsieur Alain SOULIER et après en avoir délibéré à l'unanimité,

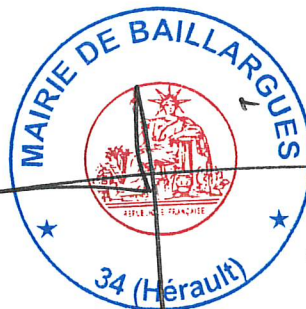
- **FIXE** à 4, le nombre de représentants titulaires du personnel et à 4 le nombre de représentants suppléants,
- **INSTITUE** le paritarisme numérique en fixant un nombre de représentants de la collectivité égal à celui des représentants du personnel titulaires et suppléants
- **DÉCIDE** le recueil, par le Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail, de l'avis des représentants de la collectivité en relevant.

Pour extrait conforme,

Le 23 mai 2018,

Le Maire,

Jean-Luc MEISSONNIER



Acte rendu exécutoire compte tenu :

- de sa réception en Préfecture
- de l'Hérault le
- de sa publication le

La présente délibération peut, si elle est contestée dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage ou de sa notification aux intéressés, faire l'objet d'un recours contentieux pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de MONTPELLIER.